



Alex Martin/L'Équipe

Cyril Lesage/MaxPPP

►► mes.»

Le programme est en gestation et, pour l'heure, aucune date n'est encore fixée pour une éventuelle annonce. Fin mai, comme la récente rumeur l'a dit ? « C'est faux », répond son entourage, catégorique. Mais elle pourrait intervenir avant l'été, en fonction d'une échéance législative : la réforme du scrutin municipal à Paris, Lyon et Marseille, approuvée en première lecture le 9 avril à l'Assemblée nationale. Le texte sera examiné par la commission des lois le 21 mai et arrivera devant le Sénat début juin. En tout cas, dans le premier cercle d'Aulas, certains attendent une fumée blanche avant la rentrée de septembre. « Je pense qu'il va se décider avant les vacances d'été, estime le promoteur immobilier Gilbert Giorgi (74 ans), un ami de quarante ans. Au point où il en est, il faut qu'il y aille, il est suffisamment échauffé pour faire la course. Je ne l'imagine pas reculer. »

Pour se lancer, puis pour espérer l'em-

porter, il faut aussi travailler un autre muscle politique essentiel : celui des soutiens, des alliances et des ralliements. Chef de file local de Renaissance (présidé par Gabriel Attal) pour les municipales, Thomas Rudigoz a déjà échangé avec lui, comme beaucoup d'autres, et est estimé qu'Aulas ferait « un très bon candidat ».

Guerre interne chez LR

Sur place, le fondateur et ex-président de la société de progiciels Cegid est également chouchouté par Horizons, le parti d'Édouard Philippe. « Je suis intimement persuadé qu'il y a une nouvelle histoire à raconter entre Jean-Michel Aulas et les Lyonnais, reprend Alexandre Vincendet, le maire de Rillieux-la-Pape. Il voit qu'il y a un manque d'incarnation pour l'alternance, dans l'opposition. Et il a envie de redonner à Lyon ce que Lyon lui a apporté. »

Chez Les Républicains, un jeune candidat s'est déjà déclaré, au milieu de dissen-

Le maire écologiste de Lyon Grégory Doucet (à gauche) pourrait avoir comme concurrent aux prochaines municipales Pierre Oliver (à droite). Le jeune candidat républicain, maire du 11^e arrondissement, s'est déclaré au milieu de dissensions internes de son parti.

sions internes : Pierre Oliver (32 ans), maire du 11^e arrondissement. « Les élus LR qui ont déjà annoncé leur soutien à Aulas sont ceux qui n'aiment pas Wauquiez (dont Oliver est proche) en local et qui s'en prennent à moi pour lui nuire », grince-t-il. En fond d'écran de cette polémique : la prochaine élection à la présidence des LR, qui se jouera le week-end prochain entre Laurent Wauquiez et Bruno Retailleau, le ministre de l'Intérieur. Son adjoint à Beauvais, François-Noël Buffet, a déjà exprimé un soutien à Aulas le mois dernier, sur *Sud Radio*, en expliquant qu'il était « capable de rassembler ».

Dans ce jeu d'échecs, Oliver est pourtant supporté par un vieil ami de JMA, Richard Brumm, ancien adjoint aux finances de

Gérard Collomb, l'ex-maire de Lyon et ministre de l'Intérieur (décédé en 2023). « Je n'ai aucune hostilité à l'encontre de Jean-Michel, glisse le madré Brumm (78 ans). Mais je ne sais pas s'il mesure ce que c'est que d'être maire d'une commune de 550 000 habitants, et l'Everest qu'il a à franchir... »

« Derrière (la notoriété d'Aulas), il y a quel projet ? »

GAUTIER CHAPIUS, CO-PRÉSIDENT DU GROUPE ÉCOLOGISTE AU CONSEIL MUNICIPAL

Ancien élu et figure des Verts, l'avocat Étienne Tête, qui a affronté l'ex-patron de l'OL dans le dossier du Groupama Stadium, avoue « ne pas comprendre » la tentation d'Aulas. « Il est largement millionnaire, je ne vois pas ce qu'il va faire dans cette galère, dit-il. Mais bon, il est vrai que personne ne s'est fait connaître comme le meilleur opposant et proposant face à Grégory Doucet. »

« Quand on voit les ralliements (à Aulas), la pauvreté des idées, ils se disent que c'est sa notoriété qui va les faire gagner, finit par cingler Gautier Chapuis, co-président du groupe écologiste au conseil municipal. Mais derrière, il y a quel projet ? » On devrait bientôt le savoir. **E**

(*) Grégory Doucet a été placé plusieurs heures en garde à vue, le 9 avril, avant de repartir libre, pour être interrogé sur les tâches des chargés de mission de la Ville de Lyon, dans le cadre d'une instruction judiciaire pour « détournement de fonds publics ».

Benjamin Biolay et « le combat des chefs »

L'auteur-compositeur-interprète, également producteur et acteur, était présent lors de l'inauguration de la place Hubert Mounier (voir par ailleurs), le 5 mai. Sollicité sur la probable candidature d'Aulas à la mairie de Lyon, Biolay (52 ans, né à Villefranche-sur-Saône), également supporter de l'OL, estime que JMA « a la possibilité de fédérer beaucoup de monde ». Cette aventure politique est-elle une bonne idée ? « En vérité, je pensais qu'il allait se reposer, sourit Biolay. Je connais mieux son héritage que celui de Grégory Doucet (le maire de Lyon) et ici, c'est évidemment une des personnalités les plus marquantes des dernières décennies. Ça peut être un sacré combat des chefs. » **A. Tr., à Lyon**

Plainte pour diffamation et « procédure-bâillon »

La procédure dure depuis un an et demi, elle fait l'objet d'une information judiciaire et l'ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel a été prononcée le 20 mars. Elle trouve sa source dans un article du média en ligne Rue89, publié le 16 octobre 2023, intitulé : « Les Aulas s'envolent en jet privé vers les paradis fiscaux ».

Ce qui a poussé l'ex-patron de l'OL et son fils unique, Alexandre, à déposer plainte le 3 novembre 2023 pour « diffamation publique envers particuliers » avec constitution de partie civile, à l'encontre du directeur de publication de Rue89 Lyon et des deux journalistes rédacteurs de l'article. Ils sont tous trois mis en examen dans ce dossier, ce qui « interroge » M^e Thomas Fourrey, leur avocat dans cette affaire. « Sommes-nous en face d'une procédure-bâillon ? poursuit-il. C'est le point de vue de mes clients. » Une audience « relais » – de préparation au procès – est programmée le 20 mai.

L'enquête de Rue89 décortique la participation de Holnest, la holding familiale des Aulas, dans une société immatriculée au

Luxembourg, nommée Embassair Group, qui exploite un terminal de luxe spécialisé dans l'accueil des jets privés à Miami (Floride). Pour motiver leur plainte, que nous avons pu consulter, Jean-Michel et Alexandre Aulas estiment que « les auteurs allèguent que Messieurs Aulas et la société Holnest, dans le cadre de leur participation à Embassair Group, auraient organisé et profiteraient d'un système d'évasion fiscale, via des sociétés écran installées dans des paradis fiscaux ».

Sollicité, le cabinet d'avocats Delsol, saisi des intérêts des Aulas, précise que dans cet article, « l'utilisation des termes "paradis fiscaux" (à de nombreuses reprises), "un tortueux montage de sociétés offshore" (...) "jeu de poupées russes" ou "opacifier les remontées d'argent" caractérise la volonté diffamatoire des auteurs de l'article ». « Nous sommes en train de signifier les preuves, affirme de son côté M^e Fourrey, l'avocat des journalistes mis en cause. On attend avec impatience le débat devant le tribunal. » **A. Tr.**

